



## Engagements du négoce

### TRADING FORUM

#### 2015. Débats

#### sur la réglementation et transition

#### vers une contribution au développement durable.

Ouvert par le professeur Bernard Morard, directeur du Master et du Diplôme en Commodity Trading de l'Université de Genève, par David Fransen, président du STSA, par Pierre Maudet, Conseiller d'Etat en charge de la sécurité et de l'économie et par Samuel Gayi, responsable des matières premières à la CNUCED, le Trading Forum 2015 tenu à Genève hier s'est décliné autour du négoce dans un contexte d'aléas du marché, d'incertitude financière et d'inquiétude sur l'évolution du climat. Stéphane Graber, secrétaire général du STSA, fermait la conférence. Sur le thème de l'impact des réglementations et des sanctions sur le trading, une première table ronde réunissait Dominique Le Doeuil (Cargill), David Fyfe (Gunvor), Martin Everts (Axp Holding), Pietro Poretti (European Free Trade Association) et Erwin Bollinger (SECO) sous la

houlette de John Gault (Graduate Institute). Que les réglementations soient utiles, voire indispensables, nul ne le conteste. Toutefois, garde aux adaptations hâtives de règles édictées dans d'autres contextes et pour d'autres motifs. Le négoce des matières premières n'est pas la finance. Il n'est pas à l'origine de la crise et aucune maison n'est «too big to fail». Attention aussi aux réglementations dont l'impact est contraire à l'effet escompté et, notamment, à celles sur les dérivés qui en réduisant la liquidité affaibliraient l'efficacité du marché et la volonté des traders de prendre les risques pour lesquels ils sont rétribués. Attention aussi à une consolidation du secteur qui, pour le coup, serait susceptible de faire naître une menace aujourd'hui inexistante de «too big to fail». Attention enfin à la multiplicité des réglementations. Une harmonisation des règles internationales doit s'imposer.

Facteurs climatiques et transition vers la durabilité, la remise en question de l'horizon court-termiste de l'exploitation de l'énergie et des produits agricoles était ensuite l'objet du débat entre Alfred Evans (Islan Investments), Claudiu Covrig (Platts/Kingsman) et

Iain Henderson (UNEP FI), modéré par Margot Hill Clarvis (Institut des Sciences de l'Environnement, UNIGE). Le coût réel de la préservation de l'environnement est difficile à évaluer. Dans l'équilibre entre croissance de la richesse et conservation des ressources naturelles, les solutions - crédit carbone par exemple - ne sont encore que parcellaires et des courants complexes et contradictoires sont en jeu.

C'est sur les défis et opportunités qu'offre le négoce des matières premières au développement des pays défavorisés qu'était consacrée la dernière discussion. S'y retrouvaient Guy Hogge (Louis Dreyfus), Simon Goslar (Mercuria Energy trading), David Uzsocki, Sustainable Finance Specialist, Public Procurement and Infrastructure Finance, IISD (Institut International pour le développement durable) et Simon O'Connell (Mercy Corps) sous la direction d'Alexander Keck (OMC). Le principal défi des pays en voie de développement reste une infrastructure très insuffisante (2,6 milliards de personnes n'ont qu'un accès insuffisant à l'électricité et 800 millions à l'eau). La pénurie de capitaux, publics en particulier, exigera une coopération toujours plus étroite entre secteurs public et privé. (NJN)